

Mise à jour des Perspectives économiques régionales, janvier 2024

« Moyen-Orient et Afrique du Nord : le conflit amplifie les défis économiques »

Remarques à l'intention de la presse

Jihad Azour

Directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale
Fonds monétaire international

31 janvier 2024

Le conflit à Gaza et en Israël a provoqué des ondes de choc au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Nous déplorons les pertes de vies humaines.

Outre sa nature dévastatrice, le conflit a des conséquences économiques négatives sur l'ensemble de la région MOAN. Il a éclaté à un moment où la croissance ralentissait déjà et a amplifié des défis préexistants. En particulier, les niveaux d'endettement demeurent élevés et l'inflation n'a pas encore suffisamment baissé dans de nombreux pays. Nous publions aujourd'hui une mise à jour spéciale des *Perspectives économiques régionales* pour tenir compte de ces évolutions ainsi que d'autres changements au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

CONTEXTE

Les projections de croissance du PIB en 2024 pour la région MOAN ont été révisées à la baisse de 0,5 point de pourcentage par rapport à celles établies en octobre. Elles s'élèvent désormais à **2,9 %** en 2024, sachant que le taux de croissance de 2,0 % enregistré en 2023 était déjà faible.

Plusieurs facteurs pèsent sur l'activité.

- Premièrement, **le conflit à Gaza et en Israël**. D'après les calculs du FMI, la croissance en Cisjordanie et à Gaza est estimée à environ -6 % en 2023, un chiffre inférieur de 9 points de pourcentage aux projections d'octobre. Les pays limitrophes à la zone de conflit (Égypte, Liban et Jordanie) voient eux aussi leurs perspectives s'assombrir. En outre, la détérioration des conditions de sécurité dans la mer Rouge suscite de nouvelles inquiétudes quant aux conséquences du conflit sur les échanges commerciaux et sur les coûts de transport des marchandises.
- Deuxièmement, **les réductions de la production de pétrole décidées par plusieurs pays exportateurs de pétrole**. Ces dernières brident la croissance du PIB de façon générale (surtout dans les pays du CCG), même si l'activité hors hydrocarbures reste dynamique.
- Et troisièmement, **l'orientation restrictive de l'action publique**. Il demeure essentiel d'appliquer des politiques macroéconomiques restrictives pour faire baisser le niveau élevé d'endettement et la forte inflation dans certains pays.

Une évolution positive est à noter : **l'inflation poursuit son reflux** dans la plupart des pays de la région MOAN conformément aux tendances mondiales, sauf dans certains pays en raison de difficultés qui leurs sont propres.

RISQUES

Depuis octobre dernier, **le niveau d'incertitude et les risques baissiers ont considérablement augmenté dans la région**, dans la mesure où il est impossible de savoir combien de temps durera le conflit et s'il s'étendra.

La **détérioration des conditions de sécurité dans la mer Rouge** souligne le degré d'imprévisibilité de la situation et pourrait considérablement fragiliser le transport maritime et le commerce régional, ou encore compromettre l'utilisation des câbles Internet sous-marins.

En cas d'escalade, les **répercussions du conflit sur le tourisme** pourraient s'avérer plus importantes ou plus durables.

Une **hausse des factures d'énergie et des coûts d'emprunt**, sous l'effet d'un durcissement inattendu des conditions de financement dans la région, pourrait également freiner la croissance.

Enfin, les **dépenses budgétaires** pourraient augmenter en vue de soutenir les ménages vulnérables et les familles déplacées et de renforcer la sécurité, tout particulièrement dans les pays proches de la zone de conflit.

RIPOSTE DES POUVOIRS PUBLICS

La **réponse appropriée de la part des décideurs** dépendra du niveau d'exposition des pays au conflit, des facteurs de vulnérabilité préexistants et des marges de manœuvre disponibles.

L'application de mesures de gestion de crise et de politiques préventives sera déterminante dans les pays qui pâtissent de graves répercussions ou font face à des risques élevés.

Quant aux autres pays, ils devront continuer à consolider leurs marges de manœuvre. La politique monétaire devra impérativement rester axée sur la stabilité des prix tandis

que la politique budgétaire devrait être définie en fonction des besoins de chaque pays et de l'espace budgétaire disponible. La mise en œuvre de réformes structurelles demeure capitale pour stimuler la croissance et accroître la résilience à court terme comme à long terme.

QUELLE FORME PREND LE SOUTIEN DU FMI ?

Le FMI se tient prêt et reste déterminé à soutenir la région. Nous fournissons déjà des conseils de politique économique, une assistance technique et des financements aux pays de la région MOAN afin d'amortir les chocs et de faciliter les ajustements nécessaires.

- Depuis le début de l'année 2020, le FMI a approuvé **27 milliards de dollars** de financements destinés à la région MOAN.
- Il a récemment approuvé un nouvel accord de quatre ans au titre du mécanisme élargi de crédit avec la **Jordanie**, lequel permettra de débloquer 1,2 milliard de dollars.
- **Plus généralement**, depuis le début de 2023, le FMI a conclu des programmes au bénéfice de **l'Égypte**, du **Maroc** et de la **Mauritanie**. La **Somalie** a atteint le point d'achèvement dans le cadre de l'initiative PPTTE.
- Le FMI a également renforcé **sa présence sur le terrain** par la réouverture du Centre d'assistance technique au Moyen-Orient et par l'inauguration d'un nouveau bureau régional à Riyad (Arabie saoudite), lesquels consolideront les relations et le partenariat du FMI avec la région.

QUESTIONS